

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1984 Nr. 140

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Islamitische Republiek Mauritanië betreffende samenwerking bij de toestandkoming van landbouwarealen van dorpen (Fase II);
Dakar, 15 november 1984*

B. TEKST

Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République Islamique de Mauritanie relative à la coopération concernant la réalisation et l'encadrement de périmètres villageois – phase II

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie (dénommés ci-après «les Parties Contractantes»),

Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays;

Désireux de poursuivre la coopération dans le cadre de la construction des périmètres villageois du bassin du fleuve Sénégal, commencée depuis 1979 et couverte par une première Convention;

Son convenus de ce qui suit:

Article I

Buts et durée de la coopération

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre d'un projet de réalisation et d'encadrement de périmètres villageois dans la Région du Trarza (ROSSO) et d'une façon générale sur l'ensemble de la Vallée du fleuve Sénégal (dénommé ci-après «Le Projet»).

2. Les buts généraux de ce Projet sont les suivants:
 - augmenter et rendre plus sûre la production vivrière;
 - augmenter le revenu monétaire;
 - former les agriculteurs aux techniques de cultures irriguées;
 - mettre en place des organisations villageoises autonomes;
 - freiner le processus d'exode rural.

3. Les buts seront réalisés par les activités suivantes:
 - a. élaboration et encadrement de petits projets d'irrigation;
 - b. formation des cadres et techniciens mauritaniens;
 - c. vulgarisation au niveau villageois.

4. La coopération entre les Parties Contractantes est prévue pour une durée de 3 (trois) années.

Article II

Contribution de chaque Partie Contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:
 - à mettre à disposition le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le projet;
 - à fournir le matériel, y compris d'une part les véhicules et d'autre part, en collaboration avec le Gouvernement Mauritanien les bâtiments nécessaires à l'exécution du Projet, et à payer les frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation;
 - à participer aux coûts du personnel mauritanien nécessaire à l'exécution du Projet, à savoir 429.263 florins néerlandais par an.

La valeur de la contribution néerlandaise ne dépassera pas la somme de sept millions trois cent quatre vingt dix huit mille florins néerlandais (7.398.000 FLH).

2. Le Gouvernement de la République de Mauritanie s'engage:
 - à mettre à disposition le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;
 - à fournir les terrains et en collaboration avec le Gouvernement néerlandais les bâtiments nécessaires à l'exécution du Projet;
 - à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet;
 - à fournir les vivres prévus à titre de rémunération de l'investissement/travail des paysans deux millions neuf cent soixante dix neuf mille ouguiyas (2.979.000 UM);
 - à délivrer une contribution financière aux frais de fonctionnement de la SONADER (Société Nationale pour le Développement Rural) qui vise l'augmentation de la superficie irriguée dans la vallée du fleuve.

Article III

Mesures à prendre par le Gouvernement de Mauritanie en faveur du personnel néerlandais

1. Dans le cadre de ce Projet, le Gouvernement de Mauritanie:

a. exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel mis à sa disposition par le Gouvernement néerlandais (appelé ci-après «le personnel») de tout impôt et autres charges fiscales;

b. exemptera le personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel, importés en Mauritanie dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés de Mauritanie au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement de Mauritanie;

c. prendra des mesures pour l'exonération des droits d'importation d'un véhicule dans les six mois suivant la première arrivée du membre du personnel en Mauritanie, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation approprié basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente. Les membres du personnel seront dispensés de l'obligation de déposer une caution bancaire en vue de l'importation d'un véhicule;

d. exemptera le personnel ou les membres de leur famille des obligations de service national;

e. prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit, de visas d'entrée et de permis de travail au personnel néerlandais qui est ou sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter le Projet; tout autre personnel travaillant dans le cadre du Projet étant régi par la réglementation mauritanienne applicable en la matière;

f. délivrera au personnel des documents d'identité leur garantissant, dans l'exécution de leurs tâches, le plein appui des autorités mauritaniennes;

g. accordera au personnel, pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

h. offrira au personnel et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2. Le Gouvernement de Mauritanie accordera au personnel la même sécurité, la même protection et les mêmes privilèges qu'il accorde aux experts d'Etats tiers ou organisations internationales.

Article IV

Mesures à prendre par le Gouvernement de Mauritanie pour l'équipement néerlandais

Le Gouvernement de Mauritanie exemptera de tout droit d'importation et d'exportation et autres charges fiscales l'équipement (y compris les bâtiments et véhicules automobiles) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet, portant la signature des autorités compétentes néerlandaises.

Article V

Statut du personnel néerlandais

1. Les autorités néerlandaises désigneront un chef d'équipe qui sera responsable, à l'égard des autorités néerlandaises, de l'assistance néerlandaise au Projet.

2. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le personnel néerlandais sera intégré dans les structures fonctionnelles de l'agence d'exécution mauritanienne désignée à l'article VII ci-après pour le Projet (Société Nationale pour le Développement Rural, SONADER). Le Chef d'équipe se conformera aux instructions opérationnelles données par le Gouvernement mauritanien ou par les autorités compétentes dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec les buts du Projet.

3. Le Gouvernement de Mauritanie fournira au personnel néerlandais toute information que ce dernier considère indispensable à l'exécution efficace des activités du Projet.

4. Le Gouvernement de Mauritanie peut demander au Gouvernement néerlandais de rappeler un ou plusieurs membres du personnel néerlandais si la conduite professionnelle ou personnelle de la personne ou des personnes concernée(s) justifie une telle mesure.

Article VI

Equipement néerlandais

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement de Mauritanie à la fin de la coopération, en considérant que:

- en cas de prolongation des activités du Projet, après la présente phase, l'équipement et les matériels sus-mentionnés resteront à la disposition du Projet;

- dans tout autre cas, les deux Parties trouveront d'un commun accord une autre destination dans le cadre des activités de l'agence d'exécution.

Article VII

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'autorité compétente néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

L'autorité compétente mauritanienne est le Ministre du Développement Rural.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer, en tout ou en partie les responsabilités dans le cadre du Projet.

3. La Direction de la Coopération au Développement en Afrique du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères est l'autorité exécutive néerlandaise. La Société Nationale pour le Développement Rural est l'autorité exécutive (agence d'exécution) mauritanienne.

Article VIII

Dossier de Projet

1. Les autorités compétentes établiront un dossier de projet indiquant en détail la contribution de chaque Partie, les tâches des experts, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition.

Le Dossier de Projet comprendra un budget détaillé de la contribution de chaque Partie, un Programme de Priorité, un calendrier des activités et des listes de l'équipement et du matériel devant être fourni par chaque Partie.

2. Le Dossier de Projet peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

Article IX

Rapports

Le Chef d'équipe et son homologue mauritanien soumettront aux deux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet. A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article X

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XI

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du premier juin 1984.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période initiale de trois ans.

Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période de un an, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de la deuxième phase de la Convention.

Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Dakar le 15 novembre 1984 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas,*

(s.) L. D'ANSEMBOURG
Le Comte L. d'Ansembourg
Ambassadeur

*Pour le Gouvernement de
la République Islamique
de Mauritanie,*

(s.) MOHAMED EL HANCHI
OULD MOHAMED SALEH
Mohamed el Hanchi Ould
Mohamed Saleh
Ambassadeur
Dakar

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Islamitische Republiek Mauritanië betreffende samenwerking bij de
totstandkoming van landbouwarealen van dorpen (Fase II)**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Islamitische Republiek Mauritanië (hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”),

Verlangend de vriendschapsbanden die hun volken verenigen, aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden;

Verlangend de samenwerking voort te zetten bij de aanleg van landbouwarealen van dorpen in het stroomgebied van de rivier de Senegal, welke samenwerking in 1979 is begonnen met een eerste Overeenkomst;

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Doelstellingen en duur van de samenwerking

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken bij een project inzake de totstandkoming van landbouwarealen van dorpen in het gebied Trarza (ROSSO) en in het algemeen in de gehele vallei van de rivier de Senegal (hierna te noemen „het Project”).

2. De algemene doelstellingen van dit Project zijn de volgende:

- het verhogen en het zekerder doen zijn van de voedselproductie;
- het verhogen van het geldelijk inkomen;
- het opleiden van landbouwers in irrigatielandbouwtechnieken;
- het stichten van zelfstandige dorpsorganisaties;
- het afremmen van de trek naar de grote steden.

3. De doelstellingen zullen worden verwezenlijkt door de volgende activiteiten:

- a. het opzetten en begeleiden van kleine irrigatieprojecten;
- b. de opleiding van Mauritaans kader en Mauritaanse technici;
- c. voorlichting in de dorpen.

4. De duur van de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen is bepaald op 3 (drie) jaar.

Artikel II

Bijdrage van iedere Overeenkomstsluitende Partij

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:

- het personeel ter beschikking te stellen dat nodig is voor de uitvoering van de werkzaamheden, bedoeld in het Project;
- de voor de uitvoering van het Project benodigde uitrusting, met inbegrip enerzijds van de voertuigen en anderzijds, in samenwerking met de Regering van Mauritanië, van de gebouwen, ter beschikking te stellen, en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen;
- deel te nemen in de kosten van het Mauritaanse personeel dat nodig is voor de uitvoering van het Project, ten bedrage van 429.263 Nederlandse gulden per jaar.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal het bedrag van zeven miljoen driehonderdachtennegentigduizend Nederlandse gulden niet overschrijden (f 7.398.000).

2. De Regering van de Republiek Mauritanië verbindt zich ertoe:

- het personeel ter beschikking te stellen dat nodig is voor de uitvoering van de werkzaamheden, bedoeld in het Project;
- de terreinen en, in samenwerking met de Nederlandse Regering, de gebouwen die nodig zijn voor de uitvoering van het Project, ter beschikking te stellen;
- in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van dit Project wordt bevorderd;
- de levensmiddelen te verschaffen, bedoeld als beloning voor het werk van de boeren (twee miljoen negenhonderdnegenenzeventigduizend Mauritaanse oegija - 2.979.000 oegija);
- een financiële bijdrage te leveren voor de bedrijfskosten van de SONADER (Nationale Maatschappij voor Plattelandsontwikkeling), die beoogt de irrigatie in de vallei van de rivier verder uit te breiden.

Artikel III

Maatregelen te nemen door de Regering van Mauritanië ten behoeve van het Nederlandse personeel

1. In het kader van dit Project zal de Regering van Mauritanië:

- a. alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden betaald aan het personeel dat door de Nederlandse Regering ter beschikking wordt gesteld (hierna te noemen „het personeel”), vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;
- b. het personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuw of gebruikt huisraad en nieuwe of gebruikte persoonlijke bezittingen alsmede op de beroepsuitrusting in Mauritanië ingevoerd binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Mauritanië worden uitgevoerd bij het vertrek of binnen een met de Regering van Mauritanië overeengekomen termijn;
- c. maatregelen nemen voor de vrijstelling van invoerrechten op een motorvoertuig in de zes maanden volgende op de eerste aankomst van het personeelslid in Mauritanië, met dien verstande dat in geval van verkoop van zulk een voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, dit voertuig onderworpen zal worden aan de betaling van een passend invoerrecht gebaseerd op de geschatte waarde ervan op het tijdstip van verkoop. De personeelsleden zijn niet verplicht een bankgarantie over te leggen bij de invoer van een voertuig;
- d. het personeel of de gezinsleden ervan vrijstellen van nationale dienstplicht;
- e. maatregelen treffen om kosteloos inreisvisa en werkvergunningen te verschaffen aan het Nederlandse personeel dat is of wordt tewerkge-

steld door de Nederlandse Regering ten behoeve van de uitvoering van het Project; al het andere personeel dat in het kader van het Project werkzaam is, valt onder de ter zake geldende Mauritaanse voorschriften;

f. het personeel identiteitspapieren verschaffen die het, bij het uitoefenen van zijn taken, de volledige steun waarborgen van de Mauritaanse autoriteiten;

g. het personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de gunstigste wisselfaciliteiten verlenen, met name rekeningen voor niet-ingezetenen;

h. het personeel en de gezinnen daarvan repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis.

2. De Regering van Mauritanië verleent het personeel dezelfde zekerheid, dezelfde bescherming en dezelfde voorrechten als zij verleent aan deskundigen van derde Staten of internationale organisaties.

Artikel IV

Maatregelen te nemen door de Regering van Mauritanië ten behoeve van de Nederlandse uitrusting

De Regering van Mauritanië stelt de door de Nederlandse Regering in het kader van het Project verschaft uitrusting (met inbegrip van gebouwen en motorvoertuigen) en andere goederen, die het stempel van de bevoegde Nederlandse autoriteiten dragen, vrij van alle in- en uitvoerrechten en andere fiscale heffingen.

Artikel V

Rechtspositie van het Nederlandse personeel

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die aan de Nederlandse autoriteiten verantwoording verschuldigd is voor de Nederlandse bijstand aan het Project.

2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het Project wordt het Nederlandse personeel opgenomen in de organisatie van het Mauritaanse uitvoerende orgaan, aangewezen voor het Project in artikel VII (Nationale Maatschappij voor Plattelandsontwikkeling, SONADER). De teamleider houdt zich aan de werkinstructies van de Regering van Mauritanië of van de bevoegde autoriteiten voor zover deze verenigbaar zijn met de doelstellingen van het Project.

3. De Regering van Mauritanië verstrekt het Nederlandse personeel alle inlichtingen die dit personeel noodzakelijk acht voor de doeltreffende uitvoering van de werkzaamheden van het Project.

4. De Regering van Mauritanië kan de Nederlandse Regering verzoeken een of meer leden van het Nederlandse personeel terug te roepen, indien het gedrag bij de beroepsuitoefening of het persoonlijk gedrag van de betrokken persoon of personen een zodanige maatregel rechtvaardigt.

Artikel VI

Nederlandse uitrusting

De gehele uitrusting en alle materialen die door de Nederlandse Regering worden verschaft in het kader van het Project, worden aan het einde van de samenwerking overgedragen aan de Regering van Mauritanië, met dien verstande dat:

- bij verlenging van de werkzaamheden van het Project na deze fase, de bovengenoemde uitrusting en materialen ter beschikking blijven van het Project;
- in ieder ander geval beide Partijen in onderling overleg hiervoor een andere bestemming vinden in het kader van de werkzaamheden van het uitvoerend orgaan.

Artikel VII

Bevoegde en uitvoerende autoriteiten

1. De bevoegde Nederlandse autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De bevoegde Mauritaanse autoriteit is de Minister van Plattelandsontwikkeling.

2. Iedere bevoegde autoriteit heeft het recht de verantwoordelijkheden in het kader van het Project geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De Directie Ontwikkelingssamenwerking Afrika van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken is de Nederlandse uitvoerende autoriteit. De Nationale Maatschappij voor Plattelandsontwikkeling is de Mauritaanse uitvoerende autoriteit (uitvoerend orgaan).

Artikel VIII

Projectdossier

1. De bevoegde autoriteiten stellen een projectdossier op, waarin nauwkeurig zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, de taken van de deskundigen, de omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun uitzending en de omschrijving van de uitrusting en de materialen die beschikbaar moeten worden gesteld.

Het projectdossier omvat een uitvoerige begroting van de bijdragen van iedere Partij, een prioriteitenprogramma, een tijdschema en lijsten van de uitrusting en de materialen die door iedere Partij beschikbaar moeten worden gesteld.

2. Het projectdossier kan worden gewijzigd in onderling overleg tussen de uitvoerende autoriteiten.

Artikel IX

Verslaglegging

De teamleider en zijn Mauritaanse lokale medewerker leggen ieder kwartaal aan beide uitvoerende autoriteiten een in het Frans gesteld verslag voor over de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het Project. Aan het einde van het Project leggen zij aan alle betrokken partijen een in het Frans gesteld eindverslag voor over alle aspecten van de werkzaamheden die zijn uitgevoerd in het kader van het project.

Artikel X

Geschillen

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XI

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de door de grondwetten van beide landen vereiste procedures is voldaan, met terugwerkende kracht vanaf 1 juni 1984.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een beginperiode van drie jaar.

Zij wordt stilzwijgend verlengd voor een periode van een jaar, tenzij zij drie maanden voor het einde van de tweede fase van de Overeenkomst wordt opgezegd.

Iedere Regering heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzegtermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk van Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Dakar, op 15 november 1984, in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden,*
(w.g.) L. D'ANSEMBOURG
L. Graaf d'Ansembourg
Ambassadeur

*Voor de Regering van de
Islamitische Republiek Mauritanië,*
(w.g.) MOHAMED EL HANCHI
OULD MOHAMED SALEH
Mohamed el Hanchi Ould
Mohamed Saleh
Ambassadeur
Dakar

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 91, eerste lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens het Koninkrijk aan de Overeenkomst kan worden gebonden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel XI, eerste lid, in werking treden op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de door de grondwetten van beide landen vereiste procedures is voldaan, met terugwerkende kracht vanaf 1 juni 1984.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XI, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 23 februari 1983 te Nouakchott tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Islamitische Republiek Mauritanië tot stand gekomen Overeenkomst betreffende samenwerking bij de totstandkoming van landbouwarealen van dorpen, naar welke Overeenkomst in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1983, 94.

Uitgegeven de vijfde december 1984.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK